

Introduction

Madagascar a été aux prises avec une crise politique durant la première moitié de l'année 2002, du fait d'un désaccord concernant le résultat des élections présidentielles. Des grèves générales et des barrages routiers ont durement frappé l'économie de Madagascar et, de ce fait, le bien-être de la population. La situation de crise a cependant été résolue en milieu d'année et le pays est maintenant en voie de redressement.¹

Les données primaires concernant la situation de l'après-crise étant rares, le programme ILO - en collaboration avec l'INSTAT et le FOFIFA - a mené, en novembre/décembre 2002, une étude dans 150 communes² et auprès de 400 écoles et 200 centres de santé dans toutes les provinces malgaches. Un échantillonnage par strate a été établi pour représenter la situation aux niveaux nationaux et provinciaux.³ Des données se rapportant à différents thèmes ont été collectées lors de cette étude. Chaque thème sera le sujet d'un policy brief. Le présent policy brief examine la situation d'après-crise à travers une analyse des données sur la disponibilité et les prix des biens.

Transport

a. Les prix pour le transport des biens ainsi que celui des personnes sont encore de 20% à 25% plus élevés que ceux d'avant la crise. Ceci semble dû en grande partie aux prix du carburant.

Comme la filière habituelle de distribution de carburant a été perturbée lors de la crise politique, les prix du carburant sont montés en flèche (celui-ci n'était disponible que sur le marché noir). Il a été rapporté que les prix du carburant étaient six fois plus élevés que ceux de la période avant la crise politique dans la province d'Antananarivo

(les prix du carburant sont cependant restés inchangés dans certaines régions comme Toamasina, Antsiranana et Fort Dauphin). Dans l'ensemble, ceci a fait doubler les coûts du transport des personnes et de l'expédition des biens ainsi que réduit la disponibilité des moyens de transport durant la crise (Figure 1).⁴

Après la crise, les coûts de transport ont baissé sans pour autant revenir à leur niveau d'avant la crise: les coûts de transport sont, en moyenne, maintenant toujours de 20% (pour les biens) et 25% (pour les personnes) plus élevés que ceux de la période d'avant la crise. Ceci semble en grande partie dû à l'augmentation des prix du carburant.⁵ Cependant, l'augmentation du prix du carburant n'explique qu'en partie cette hausse, les coûts en carburant ne représentant que l'un des coûts du total des coûts de transport. La baisse de l'activité économique et de la mobilité personnelle pourrait aussi être des causes de la hausse des autres coûts (coûts fixes, coûts d'investissement, coûts de recherche, etc.) dans la marge bénéficiaire du transport par rapport à la période d'avant la crise.⁶

b. Lors de la crise et du fait de la crise du secteur transport, la disponibilité des biens a été touchée dans un nombre important de communes. La situation est maintenant revenue à la normale.

Du fait de la crise du transport, les prix des biens importés ont augmenté de façon spectaculaire, alors que certains biens qui n'étaient pas fabriqués dans la région n'étaient plus du tout disponibles. Alors qu'on pouvait trouver des substituts locaux ou que des ménages pouvaient se passer de certains de ces biens pendant une courte période, lors de la crise, un nombre important de communes ont pendant quelque temps été privées de PPN (Produits de Première Nécessité). L'étude d'après-crise montre que la plupart des biens sont maintenant à un même niveau de disponibilité

¹ Le gouvernement estime que la crise a causé une baisse de 12% des PNB en 2002 par rapport à 2003.

² Sur un total de 1392, c.-à-d. plus de 10% des communes.

³ Les Fivondronana ont été divisés en 6 strates en fonction de la distance par rapport à la capitale de la province (proche, moyen, loin) et à la disponibilité d'une route goudronnée. Un fivondronana a été choisi par province dans chaque strate. Quatre communes ont été choisies au hasard dans chaque fivondronana. Chaque commune représente un poids égal dans le calcul des moyennes.

⁴ On a estimé qu'environ 80% du transport motorisé étaient immobilisés durant la crise.

⁵ Les prix du carburant ont augmenté de 3000 Fmg/litre de gazole l'année dernière à 4130 Fmg/litre cette année, soit une hausse de 38%, par rapport à 4200 Fmg/litre d'essence l'année dernière à 5520 Fmg/litre cette année, soit une hausse de 31%.

⁶ Les conducteurs de taxi-brousse ont rapporté qu'il leur fallait environ deux heures pour remplir leurs taxis avant la crise pour le trajet Manakara-Fianarantsoa; cela prend maintenant parfois 2 jours. Les coûts de recherche et d'opportunité du conducteur et les coûts fixes du bus se reflètent sur le prix du billet.

qu'avant la crise. Nous remarquons cependant un bon nombre de changements dans les prix.

Une des exceptions notables est la disponibilité de Sur'Eau. Il était disponible dans 67% des communes avant la crise et l'est resté durant et après la crise, probablement du fait des efforts du PSI/USAID lors de la crise. Par contre, la disponibilité de l'engrais a baissé de 22% des communes avant la crise à 14% lors de la crise et n'est revenue à 18% des communes qu'après la crise.

Prix des PPN

a. La plupart des prix des PPN sont toujours considérablement plus élevés par rapport à la même époque de l'année dernière, ce à la fois dans les zones rurales et urbaines.

La Figure 2 montre l'augmentation des prix des PPN (sel, sucre, et huile végétale) durant la crise. Le prix de ces produits ont au moins doublé en moyenne. Alors que les prix ont baissé après la crise, ils ne sont jamais revenus à leur niveau d'avant la crise. Le sel fin, le sucre, et l'huile végétale sont en moyenne respectivement 52%, 18% et 38% plus chers maintenant qu'il y a un an de cela.

b. L'augmentation des prix des PPN est dû à une hausse des prix au niveau des usines ainsi qu'à des coûts de commercialisation accrus.

Alors que les prix des PPN ont augmenté dans les zones urbaines par rapport à l'année dernière, il a augmenté encore plus dans les zones rurales, reflétant ainsi les plus hauts coûts de commercialisation (transport et distribution) après la crise par rapport à l'année dernière. Le prix du pétrole lampant et du sucre le démontre (Figure 3). Les prix dans les zones urbaines ne sont pas redescendus à leur niveau de l'année dernière : le sucre et le pétrole lampant sont respectivement 14% et 21% plus chers que l'année dernière. Cependant, la marge de commercialisation entre les zones urbaines et rurales a aussi augmenté. L'association de ces deux effets a causé une hausse de prix relativement plus grande dans les zones rurales.

Prix des produits agricoles

a. Le niveau général du prix du riz dans les zones rurales ne semble pas avoir été grandement touché. Son prix a légèrement augmenté par rapport à la même période d'avant la crise. Les effets sont cependant différents selon les provinces.

La Figure 4 montre l'évolution du prix du riz dans toutes les provinces. Le prix moyen du riz en

octobre/décembre 2002 est 8% plus élevé qu'à la même période l'année dernière (Figure 4). L'importation réduite de riz et une bonne récolte l'année dernière explique le niveau plus bas lors de la même période avant la crise. Les prix du riz sont maintenant au même niveau qu'il y a deux ans à la même période.

Le prix légèrement plus élevé du riz lors de la période de soudure cette année va accroître la détresse de la partie la plus pauvre de la population, qui constitue les acheteurs nets de nourriture durant la période de soudure. Ceci semble être particulièrement le cas à Fianarantsoa et à Toliara où le prix du riz est maintenant 11% et 13% plus élevé que l'année dernière à la même période.⁷ En plus de l'effet de la crise, une partie de la province de Toliara a été touchée par la sécheresse ce qui a mené à cette hausse du prix et a fait que le riz y est plus cher par rapport à toutes les autres provinces. Par ailleurs, une partie de la province de Toamasina a été touchée par le cyclone Kesiny. Ceci n'a cependant entraîné que des changements de prix régionaux dans la province.

Tableau 1: Perception de l'impact de l'effet du prix du riz (évaluation qualitative par groupe focal)

Proportion de la population qui...	Couche pauvre	Couche non-pauvre
... préfère un prix du riz plus élevé lors de la période des récoltes	63%	61%
... préfère un prix du riz plus élevé lors de la période de soudure	16%	32%
... utilise le riz comme denrée principale lors de la période de soudure	48%	68%
... utilise le manioc comme denrée principale lors de la période de soudure	56%	31%
... dépend du riz importé lors de la période des récoltes	24%	21%
... dépend du riz importé lors de la période de soudure	56%	43%

Source : Étude après-crise, programme Ilo, Cornell University, novembre/décembre 2002

L'impact des changements dans le prix du riz pour les groupes pauvres et non-pauvres a en outre été évalué par le biais d'une question qualitative sur la perception de l'impact de tels changements (Tableau 1). Les résultats indiquent que les ménages qui sont plus pauvres préfèrent - tout autant que les ménages plus riches - des prix plus élevés du riz lors de la période des récoltes car eux aussi vendent du riz à ce moment là. Cependant, les ménages qui sont plus pauvres ne préfèrent manifestement pas des prix du riz plus élevés lors de la période de soudure car ils deviennent alors relativement des acheteurs nets (et ils achètent plus souvent du riz importé que les ménages plus riches). De surcroît, les ménages qui sont plus pauvres ne peuvent aussi souvent pas du tout acheter du riz et passent alors à d'autres cultures, particulièrement le manioc. Ils le font plus que les ménages qui sont plus riches (Tableau 1). Ceci

⁷ Le riz est cependant une denrée relativement moins importante à Toliara. Le maïs et le manioc sont aussi importants. Les deux produits montrent cependant des hausses semblables à Toliara.

montre la complexité d'une politique des prix en faveur des pauvres à Madagascar. Dans la mesure où les ménages qui sont plus pauvres ont vendu plus de leur riz cette année pour payer les coûts plus élevés des PPN, il se pourrait qu'ils souffrent plus qu'à l'accoutumée pour traverser cette période de soudure.

b. Les prix moyens des produits agricoles sont légèrement plus élevés que lors des années précédentes. Cette hausse est cependant plus basse que pour les PPN, indiquant ainsi une baisse réelle du pouvoir d'achat des agriculteurs.

Le paddy, le maïs et le manioc montrent des prix plus élevés à l'heure actuelle que lors de la même période l'année dernière (Figure 5). La hausse relative est plus grande pour le manioc (+14%), probablement à cause d'une demande accrue pour ce produit due aux difficultés d'après crise (le manioc étant un bien économiquement inférieur (voir Ravelosoa et al., 1999). Durant la crise, le prix moyen du paddy ne semble pas avoir chuté aussi bas lors de la période de récolte que lors des années précédentes. Étant donné l'absence de concurrence du riz importé durant la crise, les prix nationaux ont peut être été plus élevés dans leur ensemble que lors des autres années.

Il y a cependant eu des effets différentiels entre les zones excédentaires en riz proches des villes qui ont vu leurs prix augmenter et celles éloignées qui ont remarqué une baisse. La Figure 6 sur l'évolution du prix du paddy dans les greniers de Madagascar, le Lac Aloatra et Marovoay, montre comment ces régions se sont portées durant et après la crise. Comme les agriculteurs ont retardé les ventes dans la région du Lac Aloatra, les prix moyens n'ont pas baissé autant que prévus. Dans la période de l'après-crise, des mesures de politique ont été prises en appui aux prix à la production. Les prix à la production en 2002 ont de ce fait été plus élevés qu'en 2001 (+30%) et à des niveaux semblables qu'à ceux d'il y a deux ans. Comme la récolte principale à Marovoay (le "vary jeby") est intervenue après la fin de la crise politique, les prix furent moins touchés par les événements politiques et sont manifestement plus élevés que l'année dernière.

Valeur des avoirs

Le prix des avoirs (bétail, terre) est stable.

Le prix du bétail n'est que légèrement plus bas cette année par rapport à l'année dernière (-2%). Alors que le niveau de prix du bétail est très variable selon les provinces, reflétant apparemment la richesse relative de cette province, il y a eu peu de variation au cours de l'année qui puisse être liée à l'impact de la crise (Figure 7). Le prix du bétail dans la province de Mahajanga semble avoir baissé à cause de l'embargo commercial avec les Comores après la fin de la

crise. Les prix à Antananarivo sont en légère hausse.

Une deuxième question a été posée concernant l'évolution de la valeur d'une rizière bien irriguée dans la commune. Aucun grand changement n'a été remarqué dans toutes les provinces. Il n'y a donc aucun preuve d'inflation ou de déflation des avoirs dans les zones rurales.⁸

Salaires agricoles

a. Les salaires agricoles font montre d'une légère hausse. Les salaires ne suivent cependant pas la tendance inflationniste des PPN et du prix du riz, indiquant une réduction du pouvoir d'achat de la partie la plus pauvre de la population par rapport à la période d'avant la crise.

Le travail lié au salaire agricole est essentiellement accompli par le groupe le plus pauvre de la population rurale (Minten et al., à venir). L'évolution des salaires est de ce fait une indication de la situation de la pauvreté en zone rurale. Les salaires agricoles montrent dans l'ensemble une légère tendance à la hausse dans la plupart des provinces par rapport à la même période l'année dernière (Figure 8) : les salaires ont augmenté de 6% pour les hommes et de 4% pour les femmes. Une analyse par province montre que la seule exception est la province de Fianarantsoa où les salaires sont stables ou en baisse.

Lorsque le pouvoir d'achat de ce salaire est comparé à la même période l'année dernière, nous pouvons voir une nette aggravation de la pauvreté dans les zones rurales. Avec leur salaire actuel, les ouvriers agricoles peuvent acheter 2% de riz en moins, 3% de manioc en moins, 25% d'huile végétale en moins, 11% de sucre en moins, 31% de sel en moins et 22% de kérosène en moins qu'avec le salaire qu'ils gagnaient l'année dernière.

Comme nous ne connaissons pas l'ensemble de consommation exacte des travailleurs agricoles, ces chiffres sont une indication rudimentaire de l'évolution de leur pouvoir d'achat. En tous les cas, la proportion indique que la crise a été durement ressentie dans les zones rurales et continue à montrer ses effets à l'heure actuelle.

⁸ La présente étude confirme la hausse des prix notée par l'INSTAT dans les zones urbaines. L'INSTAT estime que l'inflation des prix entre novembre 2002 et décembre 2001 est de 13.4%

Tableau 2: Évolution du pouvoir d'achat des travailleurs agricoles salariés

Équivalent d'une journée de salaire agricole	Oct-déc 2001	Oct-déc 2002	Change-ment (%)
... en kgs de riz	3.50	3.45	-1.5%
... en kgs de manioc	10.72	10.40	-3.1%
... en kgs de sucre	1.56	1.39	-10.9%
... en kgs de sel	5.70	3.96	-31.5%
... en l d'huile végétale	1.08	0.83	-25.2%
...en l de pétrole lampant	2.30	1.80	-21.7%

Source: Étude après-crise, programme Ilo, Cornell University, novembre/décembre 2002

b. En utilisant les salaires agricoles en tant qu'indicateur, ce sont les provinces les plus pauvres qui ont le plus souffert de la crise. La province de Fianarantsoa est la plus mal lotie. Cette province était la plus pauvre avant la crise et a vu en sus la plus forte chute de pouvoir d'achat après la crise. Les provinces relativement plus riches de Mahajanga et Antsiranana ont le moins souffert.

Une analyse régionale de la proportion entre le salaire et le riz (en tant qu'indicateur des prix de la nourriture) et l'huile végétale (en tant qu'indicateur de PPN) dans le Tableau 3 montre que la province de Fianarantsoa semble se porter le plus mal. Alors que cette province était la plus pauvre de Madagascar avant la crise tel que montré par Razafindravonona et al. (2001), elle montre le niveau de pouvoir d'achat le plus bas pour les travailleurs salariés (leur salaire ne leur achète que 2,2 kg de riz par rapport à 3,5 kg ailleurs dans le pays). La situation s'est, de toutes les provinces, le plus détériorée, tel que cela est indiqué par le grand changement de pouvoir d'achat en riz (une baisse de 9% par rapport à 1% ailleurs dans le pays) ainsi qu'en équivalents d'huile végétale (une baisse de 31% par rapport à 23% ailleurs dans le pays). Les possibilités réduites de migration saisonnière lors de la crise et le bas prix du café - une importante culture commerciale de cette région - pourraient être deux explications à cet état des faits.

Les provinces d' Antsiranana et de Mahajanga semblent avoir été le moins à souffrir dans la période d'après-crise car les travailleurs salariés ont en fait une augmentation de leur pouvoir d'achat en riz tandis que leur pouvoir d'achat en PPN a moins baissé ou est au même niveau que le reste du pays dans son ensemble. Étant donné les mesures rudimentaires qui ont été utilisées, ces résultats ne sont évidemment donnés qu'à titre indicatif et une recherche plus en profondeur est nécessaire. L'INSTAT en prévoit une qui utiliserait une nouvelle enquête auprès des ménages qui a été utilisée sur le terrain au début de l'année 2003.

Tableau 3: Niveau et évolution du pouvoir d'achat des travailleurs agricoles salariés par province (en comparant oct.-déc. 2001 et 2002)

Province	... en kg de riz		... en litres d'huile végétale	
	Oct-déc 01	Change-ment (%)	Oct-déc 01	Change-ment (%)
Antananarivo	3.70	-3.39	1.44	-30.49
Fianarantsoa	2.20	-9.03	0.77	-31.27
Toamasina	2.57	-2.67	0.85	-24.31
Mahajanga	5.95	1.68	1.32	-16.46
Tulear	3.33	-3.31	1.07	-12.63
Antsiranana	4.08	3.16	1.18	-26.28
Madagascar	3.50	-1.29	1.08	-23.39

Source: Étude après-crise, programme Ilo, Cornell University, novembre/décembre 2002

Conclusion

Les résultats de la présente étude de suivi de la situation d'après-crise montre que les effets de la crise sont encore ressentis. La période de soudure dans les zones rurales cette année semble plus difficile que l'année dernière. Une stagnation des salaires agricoles et une hausse des prix des PPN, de la nourriture et des prix du transport ont mené à une baisse du pouvoir d'achat pour une part importante de la population rurale.

En utilisant les salaires agricoles comme indicateur, les provinces les plus pauvres semblent souffrir relativement plus de l'après-crise. Les plus grands effets des suites de la crise sont particulièrement visibles dans la province de Fianarantsoa, qui est la plus pauvre de Madagascar, et dans celle de Toliara qui a été partiellement frappée par une sécheresse en plus de la crise. La situation semble le plus stable à Antsiranana et Mahajanga, car les activités économiques y étaient semble-t-il le moins touchées par la crise et du fait que celles-ci sont relativement les plus riches des provinces.

Références

- Minten, B., Mistiaen, J., Randrianarisoa, C., Randrianarison, L., Un profil des producteurs agricoles à Madagascar, à venir.
 Ravelosoa, J.R., Haggblade, S., Rajemison, H., Estimation des élasticités de la demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS, INSTAT, 1999
 Razafindravonona, J., Stifel, D., Paternostro, S., Evolution de la Pauvreté à Madagascar: 1993-1999, INSTAT, 2001

ⁱ Ce programme est financé par l'USAID, le projet "Une analyse économique améliorée pour la prise de décision à Madagascar", Cornell University, l'Accord de coopération No. 687-00-00-00093-00. Cette note de politique fait partie d'une étude plus vaste sur les effets de la crise politique sur la situation économique et sur les secteurs sociaux à Madagascar. Pour plus d'information, des suggestions ou un accès aux données, veuillez contacter le programme Ilo. La présente note a été préparée par Bart Minten (Cornell University). Martien van Nieuwkoop et Nathalie Francken ont donné des commentaires utiles.

Figure 1: Coût de transport du milieu rural vers la capitale de province

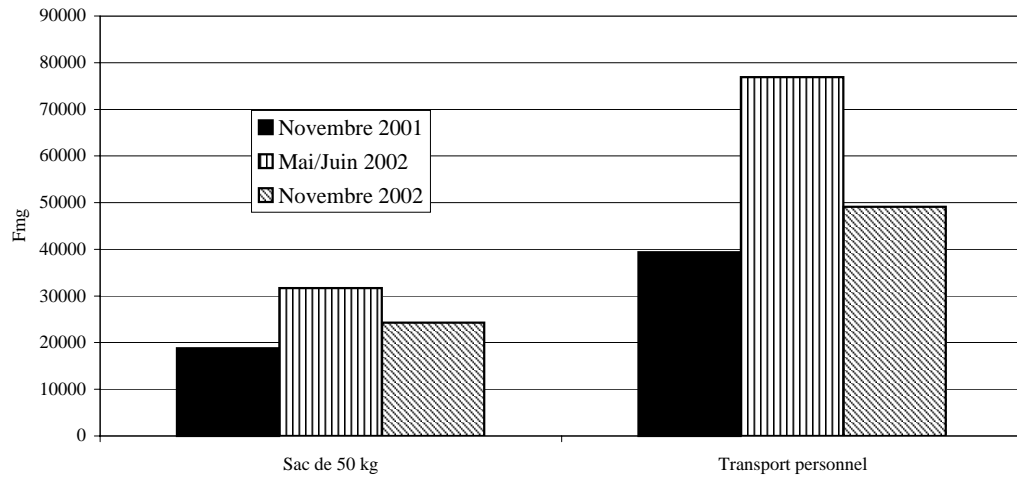


Figure 2: Prix des PPN

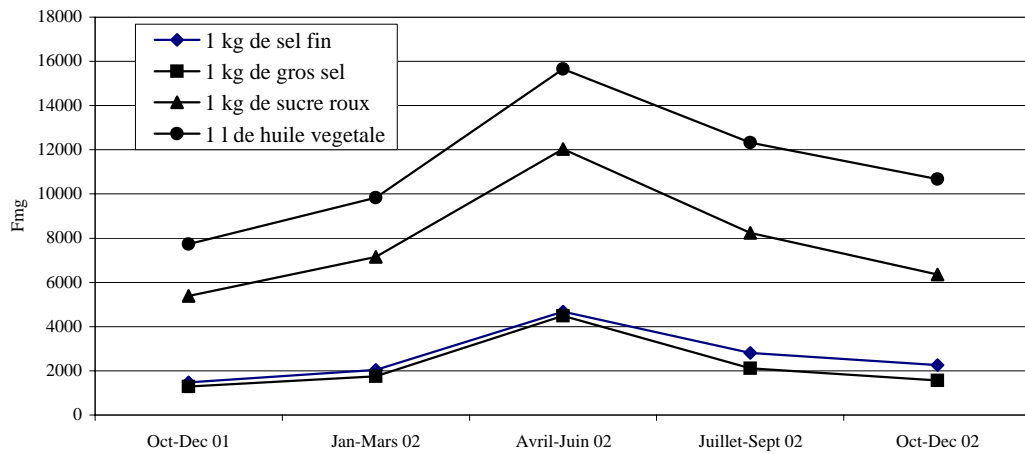


Figure 3: Prix du pétrole lampant (l) et du sucre roux (kg)

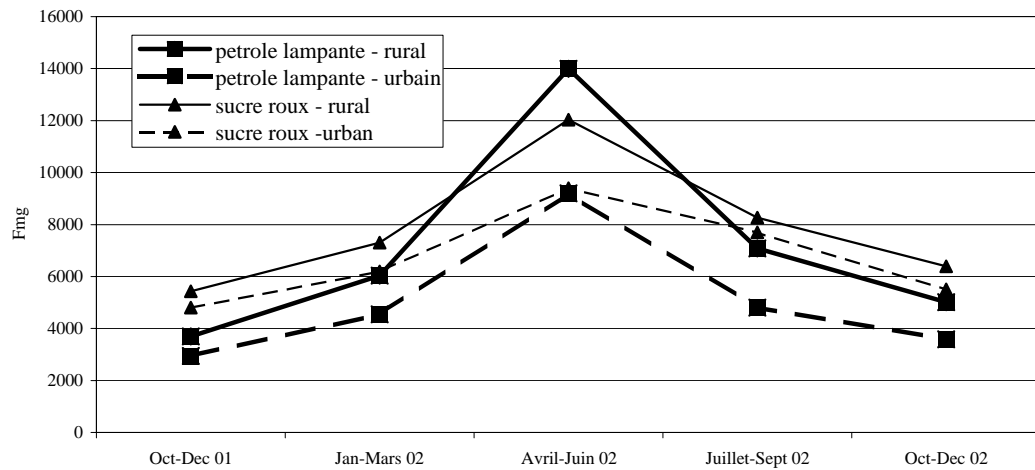


Figure 4: Prix du riz blanc (qualité C2)

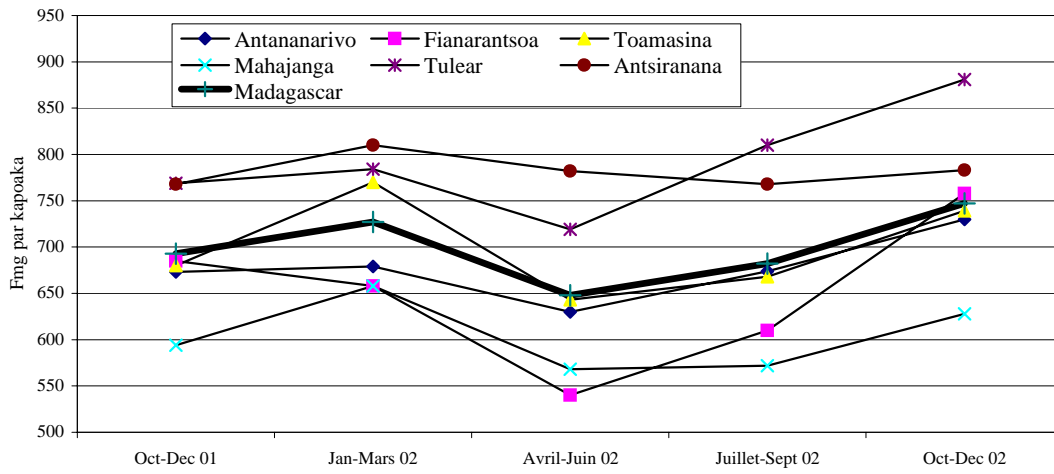


Figure 5: Prix des produits agricoles (kg)

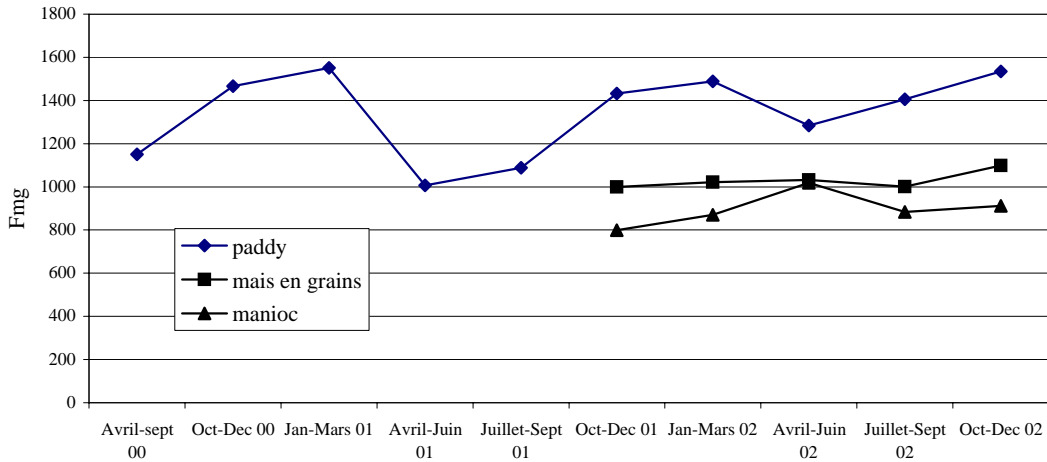


Figure 6: Prix du paddy dans les greniers à riz de Madagascar

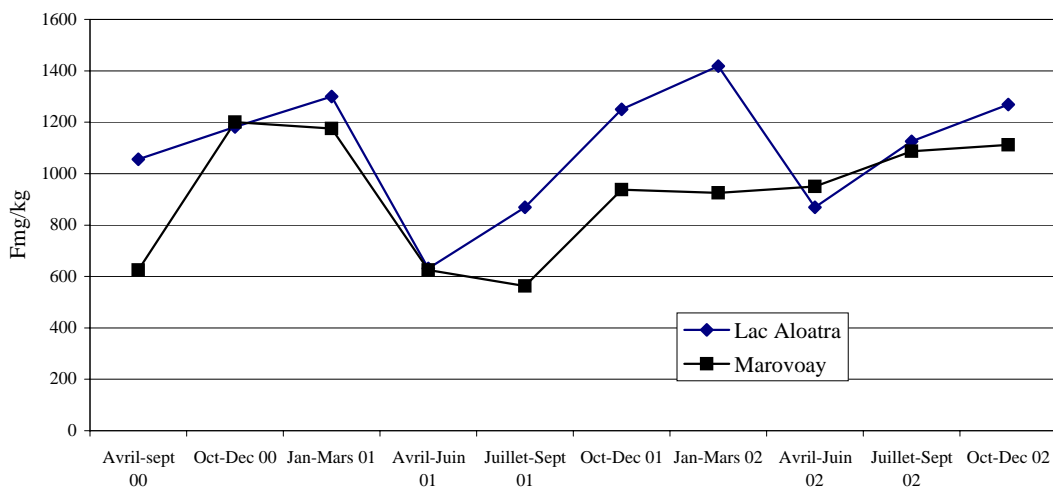


Figure 7: Prix du bétail (médian)

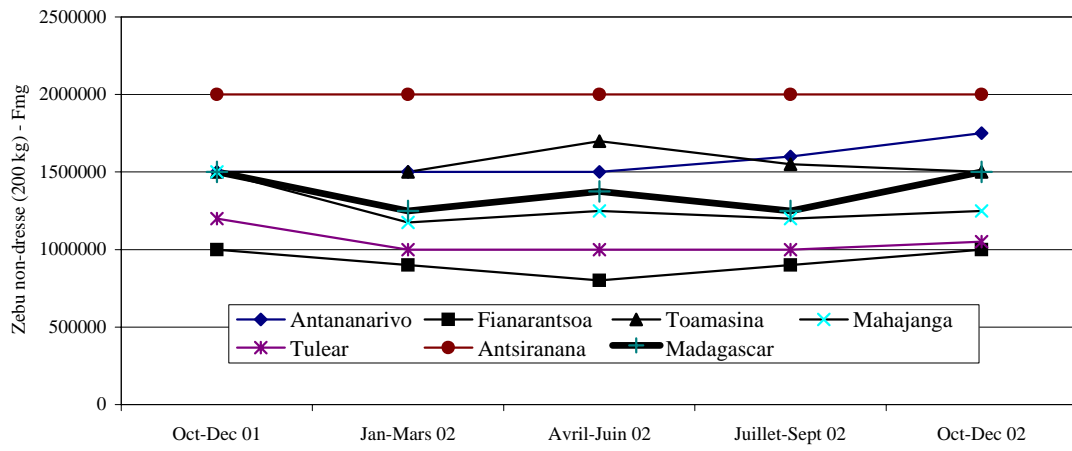


Figure 8: Salaire agricole journalier (en espèces et en nature)

